



Le redoutable service de renseignements français chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la fraude fiscale et douanière, serait aujourd'hui sur les traces de Jean Pierre Amougou Belinga. Chaud devant !

Celui qui se fait appeler par ses laudateurs le « Pape des médias », Jean Pierre Amougou Belinga, est plus que jamais dans la tourmente. Au-delà de ses démêlées avec la justice camerounaise au sujet de l'assassinat du journaliste **Martinez Zogo**, l'homme semble traqué de toutes parts. C'est le cas avec ce collectif d'avocats qui s'intéresse de près à ses affaires.

C'est ainsi que dans une correspondance en date du 26 janvier 2023 ayant pour objet « déclaration de soupçons de blanchiment », il est indiqué que « Monsieur Amougou Belinga est un homme d'affaires de nationalité camerounaise, demeurant à Yaoundé et propriétaire de la chaîne de télévision Telesud. Depuis plusieurs semaines, de forts soupçons de détournements de deniers publics et de financement occultes pèsent sur Monsieur **Amougou Belinga** via les chapitres 65, 57, 94 du ministère des Finances de la République du Cameroun dont le ministre en charge est Monsieur **Louis Paul Motaze**. » Dans cette correspondance, il est également signalé que « Vision Finance est une structure financière appartenant à Monsieur Amougou Belinga qui y assure les fonctions de président du Conseil d'administration. »

A y regarder de près, l'homme d'affaires est déjà pisté par Tracfin grâce à cette saisine d'un

collectif d'avocats basés à Paris. Pour mémoire, Tracfin est un service de renseignement placé sous l'autorité du ministère français de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique. Il concourt au développement d'une économie saine en luttant contre les circuits financiers clandestins, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ses 3 missions prioritaires sont portées sur : la lutte contre la criminalité économique et financière ; la lutte contre la fraude aux finances publiques ; la défense des intérêts fondamentaux de la Nation. Ainsi, dans le cadre de ses missions, Tracfin recueille, analyse, enrichit et exploite tout renseignement propre à établir l'origine ou la destination délictueuse d'une opération financière. Ces renseignements proviennent des déclarations que les professionnels assujettis sont tenus, par la loi, de lui déclarer ou d'informations transmises par les administrations partenaires et les cellules de renseignements financiers étrangères.

L'on comprend donc que la déclaration de soupçon de blanchiment introduite par ce collectif d'avocats a toutes les chances de prospérer. Pour le journal « Panafricain Finance », Tracfin lorgnerait particulièrement les transactions d'achat de la chaîne de la télévision Telesud par Jean Pierre Amougou Belinga, des achats des appartements et un paiement effectué par la paierie de l'ambassade du Cameroun en France à l'ordre de CARPA au bénéfice de la chaîne de télévision Vision 4 d'un montant de 1 878 171,89 euros. Mais la question qui taraude les esprits de certains observateurs est celle de savoir ce que peut Tracfin contre les circuits financiers clandestins ?

Pour répondre à cette question, l'on peut déjà indiquer que cette organisation a étudié l'opportunité de l'achat de la chaîne de télévision Telesud par Jean Pierre Amougou Bélinga. La transaction a intéressé les fins limiers de Tracfin qui redoutent une scientifique opération de blanchiment d'argent. D'ailleurs, l'on apprend que depuis 3 ans que l'homme d'affaires a racheté les actifs de Telesud le 11 février 2020, cette télévision fonctionne normalement et ses employés ne connaissent pas des arriérés de salaire. Seulement, il y a quelques mois, le Conseil d'administration a limogé son directeur général, André Agid, pour le remplacer par une Franco camerounaise, Valéry Garrec.

Mais avant son arrestation, André Agid est entré en conflit avec Amougou Belinga. L'ancien directeur général de Telesud réclame aujourd'hui 50 000 euros d'indemnités. Pendant ce temps, comme il est de coutume chez Amougou Belinga, mauvais payeur, lui accuse à son tour André Agid de vol de matériel. Parlant donc de matériel, Amougou Belinga avait acquis un nouveau matériel et des nouveaux locaux pour Telesud. Sauf que depuis bientôt 2 semaines, Valéry Garrec, une nièce de Jean Baptiste Bokam et nouvelle Dg de Telesud rase les murs à Yaoundé à la recherche de l'argent pour la logistique de la chaîne de télévision. De l'argent qu'elle n'a pas encore eu. Les ennuis judiciaires actuels du

Pdg y seraient pour quelque chose. Surtout que certains responsables de sa micro finance ont dernièrement été inquiétés avant d'être relâchés sous caution, dans le cadre des enquêtes sur l'assassinat de Martinez Zogo.

Pendant que les éléments du puzzle de la transaction d'achat de Telesud sont en train d'être réunis, une autre transaction concernant un paiement effectué à une autre chaîne de télévision du même Amougou Bélinga appelée Vision 4 basée au Cameroun fait l'objet d'une minutieuse

enquête. Tracfin se demande quelle est la prestation fournie par Vision 4 pour se faire payer par la paierie de l'ambassade du Cameroun en France.

L'objectif ici étant de savoir si les transactions financières d'achat de Telesud ont à l'époque obéi aux normes légales. On se demande par exemple si, les règlements financiers ayant trait à cette transaction jugée aujourd'hui nébuleuse, se sont passés suivant les normes ? Ce d'autant plus que, depuis que l'Agence d'investigations financières (ANIF) a dernièrement épinglé les transactions maffieuses de Jean Pierre Amougou Belinga, on pourrait dire que Tracfin a aussitôt pris le relais, afin de passer au peigne fin toutes les transactions de Jean Pierre Amougou Belinga ayant trait à cette opération, et à bien d'autres relatives aux acquisitions immobilières en France.

Ref: La Nouvelle
